

INTRODUCTION

LA FRANCE ET LE MONDE

PAR

DANIEL COLARD (*)

Les trois sujets traités dans cette rubrique sont assez étroitement liés; les trois articles se complètent et forment un ensemble cohérent. La dominante de politique étrangère – la France et la diplomatie de la repentance ou de la compassion (Gérald Arboit), le président Sarkozy et la nouvelle politique étrangère et de sécurité (Jolyon Howorth), la France et l'ONU (Paul Tavernier) – reste une donnée importante et montre que la France continue à jouer un rôle qui n'est pas marginal dans les relations internationales post-Guerre froide. Diplomatie d'influence plus que de puissance, même si les deux aspects ne sont pas totalement séparables – les articles de cette rubrique dans l'*AFRI* 2006 (cf. Charles Cogan et Georges Ayache) avaient déjà mis en relief cet aspect original.

Gérald Arboit pose une question difficile : peut-on voir dans la France et la repentance universelle un «genre diplomatique»? La réponse apportée par ce chercheur est nuancée. Pour l'auteur, la repentance est d'abord, essentiellement, un phénomène occidental, l'excuse et la compassion se présentant comme un substitut à l'action diplomatique dans certains cas. Cela étant, la France incarne parfaitement la «*crise identitaire de l'Occident*». G. Arboit analyse ensuite les acteurs et les facteurs de cette évolution en mettant l'accent sur l'émergence de la «société civile», tant sur le plan international que national, par l'intermédiaire des ONG. Toutefois, il existe aussi des raisons spécifiquement françaises – une diplomatie fondée sur la mémoire et la revanche parlementaire.

L'article de Jolyon Howorth – un point de vue anglo-saxon – essaie de vérifier si la politique étrangère et de sécurité de la France s'inscrit plus dans la «rupture» que dans la continuité, thème central de la campagne présidentielle du printemps 2007 ou, inversement, dans la continuité diplomatique, respectant les axes centraux des deux prédécesseurs de N. Sarkozy, J. Chirac (1995-2007) et F. Mitterrand (1981-1995). La post-modernité n'est pas exemptée de contradictions, mais tranche sur deux points importants qui sont : le rapprochement avec les Etats-Unis, l'allié américain, et les rela-

(*) Professeur de Droit public à l'Université de Franche-Comté (France) et collaborateur de plusieurs revues (*ARES*, *Défense nationale*, *AFRI*).

tions de la France avec l'OTAN, le lien transatlantique. La diplomatie des «droits de l'homme», avec le ministre des Affaires étrangères, B. Kouchner, se heurte au principe de réalité, c'est-à-dire à la *Real Politik*, aux rapports de force et de puissance. Cela étant, on notera que le quinquennat du sixième Président de la V^e République ne fait que commencer.

La dernière étude concerne la France et l'ONU, analysée avec précision par Paul Tavernier. La crise iraquienne de 2002-2003 a naturellement démontré que Paris conserve au moins un «*pouvoir d'obstruction*» ou de «*nuisance*» si les circonstances l'exigent (droit de veto au Conseil de sécurité) et, plus souvent, un pouvoir de proposition et d'entraînement, soit à l'Assemblée générale, soit au Conseil de sécurité. La «doctrine Kouchner-Bettati» sur l'assistance humanitaire (1988-1990) – devenue obligation ou responsabilité de protéger – a fait son chemin dans les crises survenues en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie. La France occupe aussi une position de pointe en ce qui concerne la réforme de l'organisation mondiale et d'abord celle du Conseil de sécurité, demandant instamment son élargissement aux pays émergents (*cf.* la conférence de presse du président Sarkozy du 8 janvier 2008). Même démarche réaliste pour la composition du G8, appelé à devenir un G13. La France, le mot n'est pas trop fort, possède toujours une «diplomatie onusienne», même si le monde a beaucoup changé depuis la chute du Mur de Berlin et l'entrée dans le processus de mondialisation / globalisation.